

# Courrier Fédéral

N° 428

du 07.02.15 au 13.02.15

Fédération  
des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082

**Encart**

Document préparatoire  
du 11<sup>e</sup> congrès UFR



## ■ EDITORIAL

La répression c'est eux, la liberté c'est nous

page 3

## ■ LUTTES ET SUCCES

Legrand  
des NAO bien préparées pour favoriser la mobilisation page 2

## ■ INTERNATIONAL

Insatiable richesse pages 4 à 5

## ■ RETRAITE

17 février 2015, négociations AGIRC et ARRCO  
informer les salariés page 6

## ■ COMMUNICATION

Le chantier de la Com est ouvert pages 7 à 8

## Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT  
263 rue de Paris - case 433  
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19  
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>  
courriel : communication @ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Ph. Martinez  
Rédactrice en chef : L. Buchheit  
Rédactrice : M. Vergnol  
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,  
Prix : 0,63 euro  
Abonnement annuel :  
29,61 euros

Commission paritaire  
0418 S 06 474  
Imprimé par nos soins

# LEGRAND DES NAO BIEN PREPAREES POUR FAVORISER LA MOBILISATION



*Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, la CGT Legrand appelait à la mobilisation fin janvier contre la proposition de 0,1% d'augmentation de la direction de Legrand.*

La mobilisation des salariés contre la politique patronale ne se décrète pas, c'est un travail syndical quotidien. Et ce n'est pas l'expérience des militants de la CGT Legrand qui va le contredire. Depuis le début de l'année, en vue de l'ouverture des NAO, la CGT, en ordre de marche, a élaboré son cahier revendicatif à partir d'une enquête auprès des salariés. Bien entendu, la nécessité d'augmenter les salaires est partagée par la majorité des salariés ayant répondu au questionnaire. Mais pas seulement, dans un tract « le petit journal des NAO 2015 n°3 », la CGT place les créations d'emplois au sommet des revendications. En effet, ces 8 dernières années, les effectifs ont fondu, passant de 3 394 salariés à 2210 aujourd'hui. Ce choix de la direction a engendré une dégradation des conditions de travail. Aussi, la CGT exige une embauche pour chaque départ à partir de 2015. De plus, pour reconstituer les effectifs, chiffres de l'enquête à l'appui, le syndicat a listé dans chaque secteur le nombre d'embauches nécessaires. Ainsi, 132 emplois pourraient être créés. Outre les salaires et les conditions de travail, le cahier revendicatif de la CGT interpelle la direction sur la création d'un compte jours enfants-malades, le maintien du salaire pour les futurs pères accompagnant la future maman aux examens obligatoires, le forfait jours, ou encore l'augmentation du budget du CE avec la prise en compte dans le calcul de la masse salariale des salariés intérimaires et de la sous-traitance interne.

Malgré ce travail réalisé à partir des échanges avec les salariés, la direction n'a rien voulu entendre. Elle est restée sur sa proposition de 0,1% d'ag. Indignée, la CGT a organisée un premier rassemblement pour contester la proposition de la direction le 28 janvier dernier. Plus de 250 salariés ont répondu présent sur les sites de Margré (Limoges). Tous ont souhaité prolonger la mobilisation pour gagner des augmentations de salaires et des embauches. Dès le lendemain, les salariés se sont de nouveau mobilisés devant les bureaux de la multinationale, situés en ville. « L'idée est d'installer un rapport de forces, mettre la pression et que les employés des bureaux nous rejoignent », a expliqué le représentant CGT à la presse locale.

Ce qui a mis le feu aux poudres chez les salariés, outre la baisse du pouvoir d'achat, c'est l'équation baisse des effectifs avec la hausse spectaculaire des dividendes ces dernières années. La pression monte, le mécontentement grandit face à la direction qui reste sourde aux revendications. Après la mobilisation du jeudi 29 janvier, les salariés ont exprimé leur volonté de faire grandir la mobilisation et ont proposé de s'adresser à l'ensemble des syndicats à travers une lettre ouverte.

# L'éditorial

**Ouria BELAZIZ,**  
membre du Bureau fédéral



## La répression c'est eux, la liberté c'est nous

**La belle marche humaine, du 11 janvier, s'inscrit une fois de plus dans notre histoire.**

Avec plus de 4 millions de citoyens dans les rues, cette marche a rappelé notre capacité en France, à nous rassembler, avec courage pour défendre et sauver les valeurs républicaines. Des valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité et de laïcité qui fondent notre précieuse démocratie.

Mais attention à l'appel des sirènes politiques qui fragilise notre démocratie.

L'Europe tient un double langage en condamnant et en soutenant simultanément les pays au régime totalitaire. C'est un soutien économique et politique. Cette Europe porte donc aussi des responsabilités sur le communautarisme, l'intégrisme et le terrorisme. D'ailleurs n'a-t-on pas entendu émerger des expressions depuis cette tragédie, sur le communautarisme, sur une religion, sur le choc des civilisations ?

Ces derniers jours, le Premier Ministre fait allusion à une situation d'apartheid territorial, social, ethnique, notamment dans les cités. Et dans le même temps, il ne renonce en rien à l'austérité.

En France, la jeunesse est majoritairement touchée par le climat économique et social.

Un jeune sur cinq ne sait pas lire correctement en France. Un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. Dans les quartiers de zones urbaines sensibles, un enfant sur deux vit dans une famille pauvre. 36% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté en banlieue. Qu'ils soient avec ou sans diplôme, quelle perspective d'avenir leur offre-t-on ?

Cette réalité est l'œuvre des politiques qui mettent à mal la cohésion sociale, entretiennent les peurs et les méfiances, ou renvoient des personnes à des identités réelles ou supposées. Nous devons être attentifs aux replis identitaires qui alimentent les extrémistes du FN ou du fanatisme.

Le monde n'est pas figé, la pensée unique n'existe pas malgré ce qu'on veut nous faire croire. Rappelons-nous, en 2014, les manifestations à l'appel des syndicats et aussi les rassemblements des indignés. Depuis le 25 janvier, le vote du peuple Grec ouvre des perspectives

face à ceux qui nous imposent l'austérité. L'union européenne devra maintenant composer avec le gouvernement de Syriza.

En Espagne, des dizaines de milliers de personnes ont marché pour le changement le 31 janvier dernier.

En France, la marche du 11 janvier est un signe d'espoir qu'il faut savoir apprécier. C'est un point d'appui pour nous.

**Rien ne se fera sans nous et sans persévérance.**

Le syndicalisme doit tenir la place qui est la sienne dans ce débat. Il se doit de comprendre et d'agir sur toutes les formes d'exclusions, d'inégalités, de racisme. Il porte des valeurs qui participent à la défense et à la transformation de la société.

Le projet de loi Macron, où tout est bon pour les patrons, s'attaque frontalement aux conquêtes sociales et au fondement des libertés. Les mobilisations, du 26 janvier dernier, contre cette loi et celle du 29 avec plus de 30 000 manifestants à l'appel des fédérations des cheminots et mine énergie, sont encourageantes. C'est aussi l'échec du Medef face aux organisations syndicales concernant la négociation sur le dialogue social qui traduisait des reculs majeurs pour le droit des Instances Représentatives du Personnel et le droit syndical. «Les libertés s'arrêtent là où commence celle des autres». De plus, des luttes s'organisent pour les salaires, l'amélioration des conditions de travail, l'emploi ou la défense de l'industrie. Nous ne lâcherons rien.

Pour preuve, nous construisons une mobilisation qui se pose dans la durée avec la consultation nationale des syndiqués, lancée en décembre dernier avec pour objectif une action nationale pour l'emploi industriel prévue pour mars 2015... Faisons connaître le 4 pages industrie pour rassembler et débattre sur cette journée.

Pour nous donner encore plus de force, préparons ensemble la quinzaine de syndicalisation du 2 au 13 février. On enregistre déjà en ce début d'année 200 adhésions en plus.



*Sans relâche, nous combattons le coût du capital, nous dénonçons la spoliation des richesses par quelques uns. Force est de constater que nous ne sommes pas les seuls. Appuyons-nous notamment sur le travail des ONG pour étoffer nos arguments.*

> Boris Plazzi, secrétaire fédéral, responsable international

Le forum économique mondial de Davos, réunissant les chefs d'Etats des plus grandes puissances et les plus riches pays, vient de se tenir en Suisse, il y a quelques jours.

Mais de quoi ont-ils discuté, débattu ? Ont-ils décidé de prendre des mesures pour lutter contre la fraude fiscale par exemple, contre les inégalités sociales grandissantes dans le monde, contre la misère entretenue par le système économique et politique ? Poser les questions, c'est malheureusement déjà y répondre !

En effet, une Organisation Non Gouvernementale (ONG) internationale, OXFAM, nous apprend dans un rapport rendu public, intitulé « insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout », qu'en 2016, c'est-à-dire demain, 80 personnes dans le monde détiendront autant que 3,5 milliards d'êtres humains (c'est presque 50% de la population mondiale). Le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde dépassera celui des 99% de la population, si rien n'est fait pour inverser cette monstrueuse inégalité.

Le sommet des chefs d'Etats à Davos ne s'y est pas intéressé, ça se saurait ! Déjà, l'an passé, l'ONG avait indiqué que les 85 personnes les plus riches possédaient autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Or, en 2010, le nombre était de 388 personnes.

### **La tendance est tenace**

Le rapport montre que la part du patrimoine mondial détenue par les 1% les plus riches est passée de 44% en

2009 à 48% en 2014 et dépassera les 50% en 2014. En 2010, la fortune nette des 80 personnes les plus riches au monde s'élevait à 1 300 milliards de dollars. En 2014, le montant atteignait 1 900 milliards, soit une augmentation de 50% en l'espace de 4 ans. En 2014, pour OXFAM «les membres de cette élite internationale posséderont en moyenne 2,7 millions de dollars par adulte». Ainsi, si les riches s'enrichissent, c'est bien sur le dos des plus pauvres... car les richesses des 50% les moins bien lotis ont reculé, en 2014, par rapport à 2009.

Nous pouvons dire facilement que le système économique mondial ne fonctionne pas pour plus de 6 milliards de personnes. L'explosion des inégalités entrave la lutte contre la pauvreté dans le monde, alors qu'une personne sur neuf ne mange pas à sa faim et que plus d'un milliard de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour.

Le rapport nous apprend que l'extrême richesse se transmet de génération en génération et le fait que les élites mobilisent leurs ressources considérables pour s'assurer que les règles internationales favorisent leur intérêt. Plus du tiers de 1 645 milliardaires recensés ont hérité d'une partie ou de l'ensemble de leur fortune. 20% des milliardaires ont des intérêts dans le secteur de la finance et de l'assurance et le patrimoine nominal de ce groupe a augmenté de 11% en douze mois, de mars 2013 à mars 2014. En 2013, ces secteurs avaient dépassé 550 millions de dollars pour faire pression sur les responsables politiques aux USA et en Europe.

L'ensemble du patrimoine net des milliardaires ayant des

intérêts dans le secteur pharmaceutique et de la santé, a augmenté de 47%. Eux aussi avaient dépassé 500 millions de dollars pour faire pression sur les responsables politiques aux USA et en Europe, en 2013.

### Le coût du capital en cause

A l'échelle mondiale, la fraude fiscale s'élève à 2 000 milliards d'euros, soit pratiquement le Produit Intérieur Brut de la France. Décidément la crise, c'est eux !

La campagne nationale de la CGT, pour dénoncer le coût du capital, participe à stopper cette course infernale à la rentabilité ou bien à l'insatiable richesse. Notre travail est confirmé par le rapport de l'ONG. Nos propositions pour dépasser cette gabegie permettent d'y répondre.

Au regard des chiffres et éléments constatés, plus que jamais les salariés, premières victimes du dogme libéral, sont déculpabilisés face à l'idéologie et la pensée dominantes.

Le coût du capital empêche le nécessaire développement de l'industrie et des services publics en ponctionnant l'ensemble de l'économie au profit de ceux qui détiennent le plus de richesse. Pour preuve, en 2012 et 2013, le patrimoine professionnel des 500 plus grandes fortunes, parmi les lesquelles figurent bon nombre d'actionnaires des entreprises de la métallurgie a progressé respectivement de 25% et de 15% (Source Challenges). Rappelons qu'en France, la part des salaires dans les richesses créées par les travailleurs est nettement en deça du niveau des années 80. Concrètement, ça veut dire que plusieurs milliards d'euros sont captés chaque année par le capital pour rémunérer les actionnaires et les banques.

Rappelons également que la France se classe au second rang mondial en termes de nombre de millionnaires avec 2,4 millions d'individus et en 5<sup>e</sup> rang mondial au classement des individus détenant plus de 50 millions de dollars de patrimoine avec plus de 4 150 individus.

Enfin, rappelons qu'en France, d'après l'INSEE, les 10% des ménages plus aisés détiennent 48% du patrimoine, quand les 50% les plus pauvres n'en possèdent que 7%. Alors que plus que jamais le coût du capital paupérise la population. Il est urgent de revaloriser le travail avec en premier lieu, l'augmentation des salaires pour redonner du pouvoir d'achat, de l'amélioration et de l'encouragement à l'élévation des qualifications. C'est une justice sociale et économique indispensable.



### Résultats élections

La CGT fait un carton aux élections professionnelles dans 3 entreprises en Alsace :

**Groupe Smart (57)**, (850 salariés) résultats globaux:

CGT : 37,73% (+6%)

CFTC : 24,96% (-2%)

CFE : 20,34% (+0 50%)

CFDT : 16,97% (-5%)

La CGT obtient, au total, 22 élus CGT sur l'ensemble de l'entreprise Smart avec 16 hommes et 6 femmes. C'est un bon résultat en progression. La CGT reste la seule organisation à pouvoir signer un accord grâce à son résultat supérieur à 30%.

**Sotralentz C. (67)**, (200 salariés) résultats globaux:

CGT : 70% (en progression)

CFDT : 30%

**Ficomirrors (57)**, (200 salariés) résultats globaux:

CGT : 77,40% (en progression)

FO : 22,59%

### Elections CE de LIEBHERR AEROSPACE à Toulouse (31)

La CGT remporte les élections au CE avec 6 élus au total contre 4 pour la CFE CGC. Seule liste au premier collège, la CGT obtient 3 élus au CE. Au deuxième collège, malgré une liste CFE CGC, la CGT recueille la majorité et gagne un élu. Au troisième collège, la CGT remporte 29% des suffrages et obtient 2 élus derrière la CFE.

## 17 FEVRIER 2015, NEGOCIATIONS AGIRC ET ARRCO INFORMER LES SALARIES

*Les prochaines négociations des retraites complémentaires débuteront le 17 février, entre le patronat et les organisations syndicales.* > Alain DRIEU, membre du Bureau National UFR

Elles sont un enjeu crucial pour 18 millions de salariés du privé cotisants à l'AGIRC ou l'ARRCO (concernant l'AGIRC pour la partie du salaire supérieure au plafond de la Sécurité Sociale) et pour 12 millions de retraités, dont les conséquences se répercuteraient sur les salariés de tous les régimes de retraite du public.

Les retraites complémentaires sont de l'entière responsabilité du patronat et des organisations syndicales. Elles ne rentrent pas dans la dette de la nation (par principe, un régime par répartition doit s'équilibrer).

Depuis 1993, les réformes et les accords paritaires (non signés par la CGT) se sont succédés sans améliorer les droits des salariés et le montant des pensions des retraités, et le financement à terme n'est toujours pas assuré. Pourquoi ? A aucun moment les différentes réformes et les accords ne se sont attachés au financement des retraites. Ils se sont tous attachés à réduire les droits des salariés ainsi que l'évolution du niveau des pensions. La méthode est toujours la même, modifier :

- Les paramètres de la retraite, recul de l'âge ouvrant droit à la retraite et au taux plein, évolution de la valeur de service du point...
- Le pilotage du système, notamment créer des organismes « techniques » constitués d'experts, alors qu'il s'agit d'apporter des réponses politiques, portant sur la conception de la retraite, la durée du travail à l'échelle de la vie au travail et de quels moyens pour en assurer le financement. Et ça le patronat n'en veut pas conforté par le projet de loi Macron.

Pourtant l'argent existe, l'Etat n'intervient pas dans le financement de la retraite complémentaire, par contre, les profits devant les actionnaires sont bien là. Ce sont les

cotisations qui découlent de l'emploi, des salaires et de la politique industrielle qui financent les retraites complémentaires.

A nouveau, le patronat entend poser le problème de la même façon :

- Jouer sur les paramètres concernant les retraités et les futurs retraités, en particulier, le gel des pensions pour deux années supplémentaires, abaisser le nombre de points acquis pour un même salaire, baisse du taux de pension de réversion et augmentation de l'âge pour en bénéficier. Le patronat entend porter un nouveau recul de l'âge de la retraite à 64 ou 65 ans, avec une mesure qui consisterait à ne plus accorder de retraite sans abattement avant 67 ans, en niant les incidences sur l'augmentation du chômage quand 300 000 salariés âgés restent sur le marché du travail.

- La fusion AGIRC/ARRCO est envisagée, une vraie bonne fausse solution qui conduirait à faire de la solidarité à l'envers. Les cotisants à l'ARRCO financeraient ainsi une partie de la retraite des cadres, en lieu et place des entreprises.

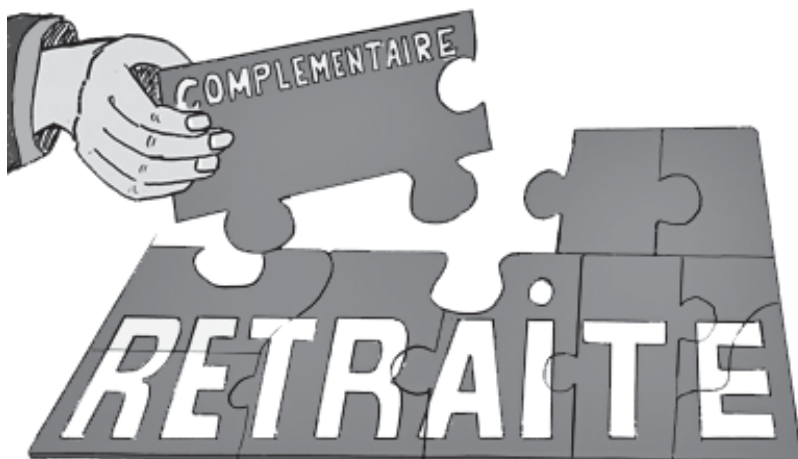
- Les règles du pilotage, les institutions de l'Etat, comme la Cour des comptes, pèsent pour avoir mis en place un pilotage automatique, à partir d'une approche comptable dont le principe consisterait à considérer que les sommes consacrées à la retraite complémentaire, par les cotisations, ne doivent pas augmenter quand le nombre de retraités augmente.

- Contrairement à ce qui est dit, l'enjeu n'est pas de sauver le paritarisme (qui n'a jamais fait preuve de supériorité sur le régime général), mais bien de sauver la retraite, le versement de bonnes pensions et garantir la constitution de droits pour les salariés.

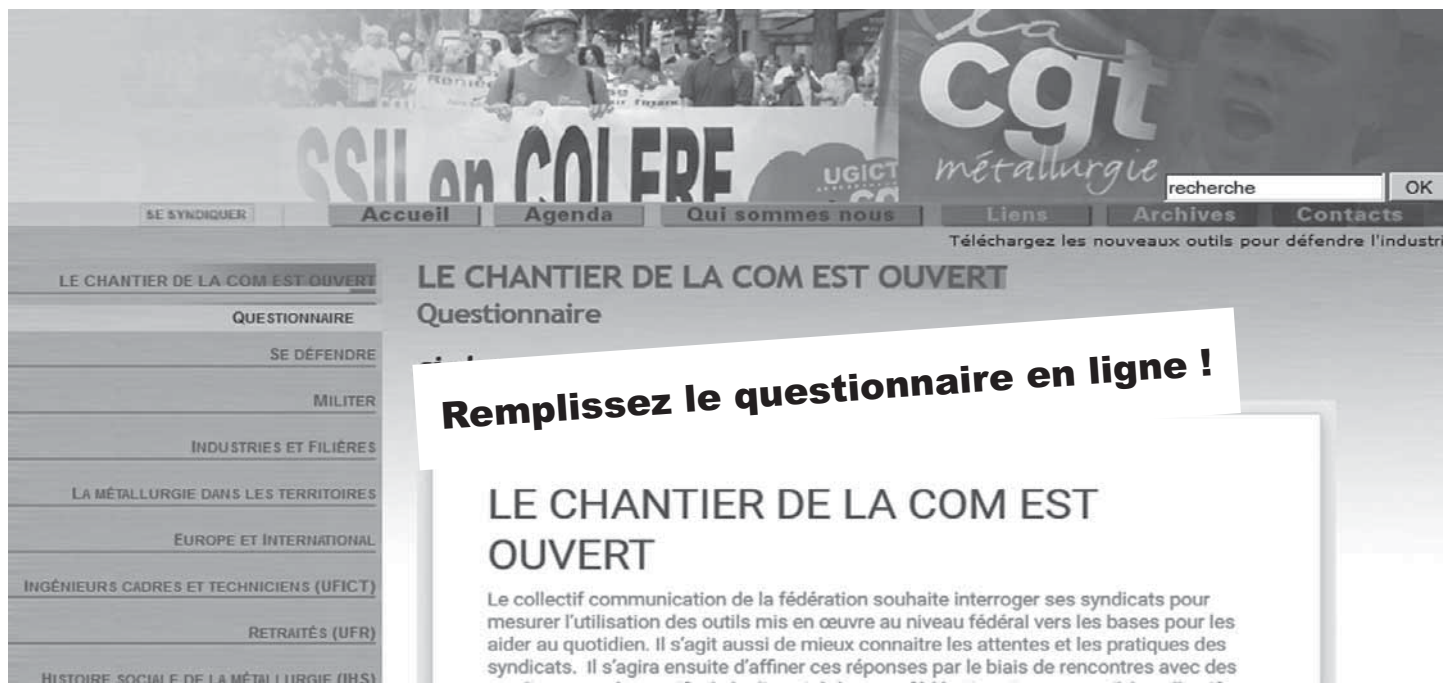
Cela passe par la prise en compte des propositions de la CGT comme :

- L'élargissement de l'assiette des cotisations (épargne salariale, intéressement, participation...).
- L'augmentation modulée de la cotisation dite patronale, en fonction des politiques de l'emploi et des salaires.
- Tendre vers l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.
- Porter la cotisation AGIRC au-dessus du plafond de la Sécurité Sociale, au même niveau que l'ensemble des cotisations sous plafond. Cela représente une majoration de la cotisation de 2,45 points.

L'urgence, c'est d'informer massivement nos adhérents et les salariés, des enjeux de ce qui se trame et qui les concerne qu'ils soient en activité ou en retraite.



# LE CHANTIER DE LA COM EST OUVERT



La communication est souvent reléguée aux spécialistes, ou plutôt à «celui qui sait» écrire un tract, être interviewer, gérer un site internet,...

Or, la communication, tant au niveau d'une base syndicale qu'au niveau d'une fédération, est un élément clé de l'activité syndicale qui a tout intérêt à être partagé collectivement. Dans une société où «tout devient communication» et avec l'explosion des nouvelles technologies de communication, la CGT et ses syndicats sont confrontés à de nouveaux défis. Nous devons, d'une part, répondre avec plus d'efficacité aux stratégies patronales et gouvernementales. D'autre part, notre objectif est de nous adresser aux salariés dans le souci de les écouter, les informer, les mettre en relation afin de favoriser leur mobilisation.

C'est dans ce contexte que le collectif communication de la Fédération souhaite interroger ses syndicats pour mesurer l'utilisation des outils mis en œuvre au niveau

fédéral vers les bases pour les aider au quotidien. Il s'agit aussi de mieux connaître les attentes et les pratiques des syndicats.

Une fois les réponses collectées, nous les affinerons par le biais de rencontres avec des syndicats représentatifs de la diversité de notre Fédération.

Par ce travail, le collectif souhaite ouvrir un grand débat sur notre communication syndicale afin de gagner en efficacité.

Convaincu que nous pouvons compter sur votre esprit militant, merci de prendre 3 minutes pour remplir ce questionnaire sur le site de la Fédération.

## Question 1

Parmi les outils de communication ci-dessous, diriez-vous que \*:

	Je connais	Je lis/je consulte	Je l'utilise pour mon activité syndicale
Le Courrier Fédéral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le courrier de l'UFICT	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'activité UFR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les dossiers/comptes rendus de réunions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Guides thématiques (exemples coût du capital, pénibilité, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les cahiers de l'histoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'actu fédérale (par mail)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le site internet fédéral	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
La chaine Youtube FTM-CGT	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

## Question 2

Si vous les utilisez, de quelle façon ?\*

- |  |                          |
|--|--------------------------|
| Pour ma culture générale                           | <input type="checkbox"/> |
| Pour exercer mon mandat syndical                   | <input type="checkbox"/> |
| Pour faire vivre la démocratie au sein du syndicat | <input type="checkbox"/> |
| Pour élaborer des revendications avec les salariés | <input type="checkbox"/> |
| Pour connaître la vie de la Fédération             | <input type="checkbox"/> |

## Question 3

Concernant les supports de communication réalisés par la Fédération à destination des salariés (affiches, flyers, tracts...), vous diriez :

- |  |                          |
|--|--------------------------|
| Je ne m'en sers jamais pour aller vers les salariés                            | <input type="checkbox"/> |
| Je les utilise occasionnellement (quelques fois dans l'année)                  | <input type="checkbox"/> |
| Elles me sont indispensables pour l'activité syndicale au sein de l'entreprise | <input type="checkbox"/> |
- Remarque :
- .....

## Question 4

Dans votre syndicat, quel(s) support(s) de communication produisez-vous ?\*

- |                                  |                          |
|----------------------------------|--------------------------|
| Lettres aux syndiqués            | <input type="checkbox"/> |
| Tracts                           | <input type="checkbox"/> |
| Site internet / blog du syndicat | <input type="checkbox"/> |
| Réseaux sociaux                  | <input type="checkbox"/> |
| Affiches                         | <input type="checkbox"/> |
| Autres                           | <input type="checkbox"/> |

## Question 5

Faites-vous remonter les informations concernant votre activité syndicale (élections, luttes, accords,...) à ... ?\*

- |                            |                          |
|----------------------------|--------------------------|
| Votre Union locale         | <input type="checkbox"/> |
| Votre Union départementale | <input type="checkbox"/> |
| Votre Fédération           | <input type="checkbox"/> |
| Je ne sais pas             | <input type="checkbox"/> |
| Si non, pourquoi ?         |                          |
- .....

## Question 6

De quels outils de communication auriez-vous besoin pour vous aider dans votre activité syndicale ?

.....

.....

.....

## Question 7

Seriez-vous d'accord pour être contacté par un camarade de la communication pour échanger sur les besoins de la communication syndicale ?

- Oui
- Non

## Question 8

Pour mieux vous connaître, pouvez-vous préciser :

Nom .....

Prénom .....

Syndicat .....

\*Plusieurs réponses sont possibles